



PROCÈS-VERBAL – PUBLIC

COMMISSION DU VIVRE-ENSEMBLE

2^e séance – 20 mars 2025 – 9 h 03 à 12 h 12

Salle Mont-Bleu, 1^{er} étage,

Maison du Citoyen, 25 rue Laurier, Gatineau

Séance en mode hybride

PRÉSENCES :

Membres

Tiffany-Lee Norris Parent, présidente et conseillère municipale – District de Touraine (11)

Louis Sabourin, vice-président et conseiller municipal – District de Limbour (10)

Isabelle N. Miron, membre élue et conseillère municipale – District de l'Orée-du-Parc (9)

Bato Redzovic, membre organisme – Accueil Parrainage Outaouais (APO)

Josée Cousineau, membre organisme – Carrefour jeunesse emploi de l'Outaouais (CJEO)

Erik Bisson, membre organisme – Jeunesse Idem

Esther Beaudry – ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration (MIFI)

Joanne Dubois, membre organisme – Centre intégré de santé et des services sociaux de l'Outaouais (CISSSO)

Hamida Melouane, membre organisme – Assemblée des groupes de femmes d'interventions régionales (AGIR Outaouais) (en virtuel)

Karen Smith, membre organisme – Centre d'amitié autochtone de Maniwaki – Point de service de Gatineau (en virtuel)

Marquis Bureau, membre organisme – Centre de ressources Connexion

Jeanie Pinard-Duhaime, membre organisme – Table Éducation Outaouais (TEO)

Shirley Cordoba, membre organisme – Service Intégration Travail Outaouais (SITO) (en virtuel)

Secrétaire

Josée Marcil, coordonnatrice aux comités et commissions – Direction exécutive

Ressources internes

Sébastien Vallée, directeur – Service des loisirs, des sports et du développement des communautés (SLSDC)

Josiane Cossette, cheffe de section – Développement des communautés – SLSDC

Florina Gaborean, coordonnatrice à la diversité sociale et culturelle – SLSDC

Louis Patrick Comeau, agent aux communautés culturelles – SLSDC

Chantal Blais, adjointe administrative aux comités et commissions – DE

Séléna Beaumont-Demers, cheffe de service, comités et commissions – DE

Personne invitée*

Marie-Ève Larouche, coordonnatrice territoriale spécialisée en proche aide – CISSSO

Sara Boivin, adjointe au directeur de la qualité – Direction de la qualité, de l'évaluation, performance et éthique (DQEPE) – CISSSO

Autres personnes présentes

Olivia Gninihi, conseillère politique – Cabinet de la mairie (en virtuel)

ABSENCES :

Membres

Eugénie Sfeir, membre organisme – Accompagnement des Femmes Immigrantes de l'Outaouais (AFIO)

Ibrahim Sballil, membre organisme – Centre islamique de l'Outaouais

Garanké Bah, membre organisme – Conseil de la communauté noire de Gatineau

Ressources internes

Mychelle Vaive, cheffe de service – Planification et développement des communautés (PDC) – SLSDC

Roxanne Lauzon, conseillère – Partenariat autochtone régional – DE

1. Constatation du quorum et ouverture de la séance

La présidence constate le quorum et ouvre la séance en mode hybride et publique à 9 h 03. Celle-ci est enregistrée. Dorénavant, les présentations des services seront mises en ligne au gatineau.ca. Cette approche facilite l'accès à l'information et encourage la participation citoyenne. Il est rappelé qu'il est toujours possible de consulter les webdiffusions des séances sur le site Web de la Ville.

2. Adoption de l'ordre du jour

L'ajout d'un élément est proposé au point Varia par la présidence :

Appui symbolique de la CVE pour réitérer l'importance des initiatives et actions en Équité, diversité et inclusion (EDI) à Gatineau.

Il est proposé par Joanne Dubois

Appuyé par Louis Sabourin

Et résolu que cette Commission adopte l'ordre du jour de la présente séance tel que modifié.

Adoptée

3. Déclaration de conflit d'intérêts

Aucun conflit d'intérêts n'est déclaré lors de la lecture de cet item.

4. Dépôt et suivis du procès-verbal de la séance du 23 janvier 2025

Le procès-verbal de la séance publique du 23 janvier 2025, dont la validation a eu lieu précédemment par les membres, est déposé et est disponible sur le site Web de la Ville. Aucun suivi n'est à faire.

5. Période de questions du public

Aucune question du public n'est adressée à la Commission lors de cette séance.

6. Tour de table des partenaires de la CVE

Les membres sont invités à partager des nouvelles concernant le vivre-ensemble.

- La Ville de Gatineau a signé une nouvelle entente 2025-2028 avec le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration (MIFI). Une annonce suivra.

- AGIR Outaouais a développé des panels et des formations en préparation aux élections municipales et sur divers sujets dont la formation de l'analyse comparative entre les sexes intersectionnelle (ACS+). Des liens seront partagés.
- La Semaine d'action contre le racisme aura lieu du 21 au 31 mars. Accueil-Parrainage Outaouais organisera, le 1^{er} avril, une table ronde pour parler des défis et pistes de solution.

Certains enjeux sont relevés lors des échanges :

- L'importance d'appuyer les initiatives d'intégration socioprofessionnelle telle que le Rendez-vous de l'emploi. Près de 80% des participants sont de nouveaux arrivants (peu d'expériences de travail, enjeux linguistiques...);
- L'importance des formations à la diversité telle qu'offerte au CISSSO sous peu;
- La diminution de certains programmes et catégories d'immigration en lien avec la volonté du Québec et du Canada de cibler davantage l'intégration permanente. On dénote plusieurs problématiques sociales en lien avec la diminution, gel ou la modification de programmes;
- La réalité frontalière de Gatineau Ottawa et le besoin d'appuyer la francisation.

Une demande est formulée afin de savoir s'il existe un document pour faciliter la compréhension des types de statuts discutés en lien avec l'immigration. Le MIFI explique qu'une présentation à la Commission de septembre est planifiée au sujet du programme *Accompagnement Québec*. Entre-temps, le MIFI se penchera sur l'élaboration d'un document résumé informatif qui pourra être transmis aux membres de la CVE. Les partenaires souhaitent que ce résumé soit partagé largement, particulièrement auprès des employeurs. Ce résumé pourrait être transmis aux membres de la Commission de développement économique, pour leur information. Il est précisé qu'au besoin, des conseillers régionaux en immigration peuvent accompagner les employeurs à ce sujet. AGIR-Outaouais propose de transmettre aussi un lien vers un document explicatif que l'organisme a développé concernant les statuts existants.

7. Service en langue anglaise communautés ethnoculturelles, services de traduction et interprétariat offerts au CISSSO – Information

La présentation est assurée par Joanne Dubois, adjointe à la direction au RLS Pontiac, pour le CISSSO, également membre organisme de la CVE. Il s'agit d'une présentation des différents programmes offerts par le CISSSO pour favoriser l'accès aux services de santé. Mme Dubois informe les membres de certains projets plus en détails dont la campagne « *Allo, parlez-vous anglais?* ». Une précision est apportée en lien avec l'affichage bilingue. Il est permis uniquement si l'installation est reconnue par l'Office québécois de la langue française (OQLF) et désigné par le Ministère. Dans le cadre de la campagne « *Allo, parlez-vous anglais?* », les employés bilingues qui souhaitent volontairement faire partie du programme peuvent s'identifier en utilisant une pochette jaune d'identification facilitant leur repérage. La présentation modifiée sera transmise aux membres.

Période d'échanges

La présidence remercie la présentatrice pour ces informations.

Allô vous parlez anglais?

Des affiches seront remises à la Ville de Gatineau pour participer à la connaissance de cette campagne, leur affichage et distribution. Il est possible de transmettre une certaine quantité d'affiches aux organismes qui le demande.

On souhaite vérifier si ces affiches sont présentement installées dans les établissements des secteurs Gatineau et Hull. La présentatrice explique que les affiches installées dans les établissements des secteurs Gatineau et Hull sont en français. Une collaboration est en cours avec le Centre Connexion, entre autres, pour appuyer la promotion du projet auprès des personnes d'expression anglaise.

À la suite d'une question à ce sujet, la présentatrice précise que des personnes en situation de handicap font partie des usagers partenaires au projet.

Signification des étiquettes « badges » jaunes

Un membre élu se demande si la signification des étiquettes « badges » jaunes est connue et comprise par les personnes anglophones et par les équipes. La présentatrice précise que c'est de plus en plus le cas, en raison de l'affichage et de la connaissance de ce projet par les employés et les partenaires du milieu.

On se demande aussi si les employés parlant d'autres langues sont mis à contribution lorsqu'on constate un besoin de traduction ponctuel et rapide. Mme Dubois précise que cela se fait naturellement, lorsque possible, le tout informellement. Il n'existe pas de registre des employés parlant d'autres langues. Elle précise que bien que des accès virtuels soient en place, les usagers veulent avoir accès à une personne en présence auprès d'eux. Le besoin d'avoir accès à des « aides-navigateurs » est soulevé par les usagers. Les services des partenaires sont appréciés pour appuyer l'offre de services de traduction et interprétariat.

Impact de la mise en place de ces projets

La présidence se demande si une différence est notée depuis la mise en place de cette campagne? La présentatrice précise qu'il y a de l'évolution au niveau des indicateurs mesurés. Le nombre de plaintes a diminué et le type de commentaires reçu a changé et s'est amélioré. On suggère qu'il serait bien d'inscrire dans la présentation, section de la gouvernance, le nom de la personne répondante pour les langues d'expression anglaise et pour les autres langues.

Séléna quitte la rencontre à 9 h 56

Pause de 9 h 56 à 10 h 11

8. Reconnaître et soutenir les personnes proches aidantes – Information

Le sujet de la reconnaissance et du soutien des personnes proches aidantes est présenté par Marie-Ève Larouche, coordonnatrice territoriale spécialisée en proche aide au CISSSO. Mme Larouche est accompagnée de Sara Boivin, adjointe au directeur de la qualité à la Direction de la qualité, de l'évaluation, performance et éthique (DQEPE) au CISSSO. Il s'agit d'une présentation des ressources disponibles en proche aide pour les communautés. Le but est d'informer, sensibiliser et présenter ces ressources. Une présentation vidéo est projetée, le lien est inclus dans le document remis préalablement aux membres de la CVE. Le lien vers une l'Observatoire québécois de la proche aide sera transmis aux membres. On explique qu'une formation est également disponible en ligne. Davantage de sensibilisation aura lieu lors de la semaine de la proche aide, en novembre.

Eric Bisson quitte la rencontre à 10 h 36, le quorum est maintenu – retour 10 h 38

Tiffany-Lee Norris Parent quitte *la rencontre* à 10 h 37, le quorum est maintenu – retour 10 h 39

Période d'échanges

Commentaires généraux

Un remerciement est adressé à Mme Larouche et Mme Boivin pour leur présentation. Cela était très éclairant pour les membres. Plusieurs connaissent de près ou de loin la proche aidance, d'autres non. Les gens ont tout de même besoin de confirmer que le soutien qu'ils offrent dans le quotidien de la personne proche aidée est de la proche aidance. Les liens vers les ressources disponibles sont accessibles dans la présentation et d'autres seront acheminés sous peu.

Reconnaissance du rôle de proche aidant

Ce rôle devrait être davantage reconnu selon certains membres, car il demande beaucoup de temps, d'engagement et d'énergie en plus d'un engagement financier. Les membres soulignent l'importance des instances qui revendiquent ces éléments et droits pour appuyer les proches aidants. On suggère que les travailleurs du milieu ou organisateurs communautaires pensent à demander aux gens qui ont recours aux services communautaires s'ils sont proches aidants. Cette question serait importante pour reconnaître son rôle et sensibiliser ces gens. Un meilleur référencement vers les ressources et services appropriés pourrait être fait ensuite. Les statistiques démontrent qu'une majorité des personnes proches aidantes ne savent pas qu'elles le sont et une autre majorité de celles-ci décèdent avant la personne proche aidée.

La proche aidance chez les jeunes

Un membre explique que 20 % des jeunes sont déjà proches aidants à la maison. Certains ne se reconnaissent pas ainsi, d'autres craignent de demander de l'aide par peur des conséquences pour leur famille. Davantage de services et d'accompagnements seront développés pour les jeunes. Des liens avec le milieu scolaire seront faits. Un membre explique que la situation se vit aussi au niveau des personnes réfugiées, les intervenants le constatent. Les membres ont un intérêt à connaître les démarches au niveau scolaire et y collaborer. La présentatrice explique qu'une étude est présentement disponible. Elle documente la proche aidance au postsecondaire.

Accès à des ressources :

Il existe beaucoup plus de ressources que l'on pense, entre autres au niveau des crédits d'impôt et subventions. Ces ressources sont disponibles et méconnues même si elles ne sont pas à la hauteur nécessairement des besoins. De la sensibilisation reste à faire afin de bien les connaître. On a tous un rôle à jouer et une responsabilité collective. On mentionne que le gouvernement a fait des avancées concernant la reconnaissance d'un proche aidant.

9. Gestion des signes et symboles haineux à Gatineau – Information et discussion

La gestion des signes et symboles haineux à Gatineau est présentée par Florina Gaborean, coordonnatrice à la diversité sociale et culturelle au SLSDC. Il s'agit d'une présentation des enjeux et des recommandations du comité de travail *Inclusion sociale de la CVE* aux membres de la Commission pour information et discussion. La présentation ajustée ainsi que des liens seront transmis à la suite de la séance.

Olivia Gninhi se joint à la rencontre à 10 h 57

Louis Sabourin quitte la rencontre à 11 h 12 le quorum est maintenu – retour à 11 h 13

Une clarification conceptuelle est présentée (crime, incident et symbole haineux). L'augmentation significative des crimes haineux est une problématique importante au Canada. Les calculs pour fins statistiques varient puisqu'il est difficile de répertorier les crimes non rapportés. Les incidents haineux sont inclus par certains. Beaucoup d'actes haineux, de micro-agressions échappent aux statistiques. Les victimes n'osent pas toujours dénoncer. Trois initiatives au Canada sont présentées. Les échanges permettront de poursuivre les réflexions amorcées par le comité de travail qui a formulé certaines propositions à la Commission.

Josée Cousineau quitte la rencontre à 11 h 26, le quorum est maintenu – retour à 11 h 31
Isabelle Miron quitte la rencontre à 11 h 28, le quorum est maintenu

Période d'échanges :

Commentaires généraux

Un remerciement est adressé à la présentatrice. La présidence souligne que le comité *Inclusion sociale* de la CVE a analysé cette question pour adresser un premier constat et des pistes de recommandations, dans le but d'en discuter à la Commission, ensemble. La mise en place d'une éventuelle campagne de sensibilisation publique semble être un outil à envisager.

Bonnes pratiques – processus de plaintes

Le lien de confiance, la connaissance et l'accès au processus semblent faire partie des déterminants pour dénoncer. Il est mentionné qu'il est important que les communications soient destinées aux personnes victimes, mais aussi aux personnes agresseurs. Dans certains autres dossiers, tel que celui de la violence conjugale, de beaux progrès sont perçus et on mentionne qu'il serait bien de s'inspirer de leur bonne pratique au niveau des actions, prise en charge et de la sensibilisation.

L'encadrement et le suivi durant le processus de plainte sont importants. Par exemple, on se questionne sur le nombre de gestes, signes ou symboles haineux qui doivent avoir lieu avant que la plainte soit recevable. La sensibilisation et la formation des équipes du Service de police sont aussi à prendre en considération pour bien accueillir la personne qui fait une plainte et comprendre la situation pour bien l'appuyer. La présentatrice précise que les équipes du SPVG reçoivent de la sensibilisation sur cette question.

En lien un outil de communication existant à Montréal (dépliant), on demande s'il existe le même équivalent à Gatineau. Le Service explique que non, pas pour le moment, mais la question d'une campagne de sensibilisation est un sujet de discussion au comité de travail et les moyens seront éventuellement discutés.

Il est mentionné qu'il serait important d'inclure les préposés au centre d'appels non urgents pour bien répondre aux requêtes qui sont signalées en lien avec les signes et symboles haineux à Gatineau afin de les aiguiller et qu'un transfert vers le Service de police soit convenu. Cet élément avait été identifié par le comité également.

Sensibilisation et préparation du milieu

On se demande s'il est possible d'y ajouter des initiatives pour mieux préparer le milieu à bien accueillir la diversité. Les actions qui cibleront le bon voisinage, l'appel

à la tolérance et la compréhension de la différence sont à prioriser. Les partenaires doivent diriger les actions en commun et y jouer un rôle collectif. On mentionne l'importance de faire équipe avec les personnes marginalisées. Les messages de prévention, de sensibilisation, sont importants. Un membre souligne qu'il serait intéressant de donner aussi la voix aux gens qui en sont victimes de cette situation – là pour contribuer à l'identification d'orientation ou d'initiatives.

Sébastien Vallée quitte la rencontre à 11 h 44 – retour 11 h 48

Rôle de la CVE

On soulève le fait que les recommandations proposées sont intéressantes, mais qu'il faudrait poursuivre la réflexion à ce sujet en comité pour les préciser en lien avec le rôle de la Commission. La présidence explique que la Commission agit déjà comme leader d'une concertation de partenaires et qu'il s'agit d'un de ses rôles actuels et possibles. Des personnes-ressources internes ou externes peuvent être invitées en fonction des sujets traités. On mentionne qu'effectivement, il s'agit d'une responsabilité partagée et qu'à titre d'organismes, tous ont une responsabilité et peuvent faire une différence. Un membre explique qu'il est important que tous les partenaires puissent contribuer et mettre en place une campagne de communication ensemble et que la Ville ne peut pas être la seule porteuse d'une aussi grande initiative.

Il faut aller à la rencontre des gens, dans différents milieux. Il faut bien expliquer quels sont les rôles des partenaires, ceux de la Ville et le rôle de la Commission. On explique que la CVE, par son rôle consultatif avec les partenaires du milieu, peut y contribuer. Pour certains, la CVE peut aussi servir de levier pour le démarrage ou l'appui d'initiatives collectives. Un membre soulève le fait qu'il est encore difficile d'atteindre tous les objectifs de cohabitation à Gatineau.

L'importance du « relationnel »

Une discussion s'ensuit au sujet de la réflexion entourant la problématique pour favoriser le vivre-ensemble. On mentionne que les solutions techniques ou administratives présentées doivent être discutées et réfléchies puisque la problématique demande de l'adaptation, du « relationnel », etc. Le vivre-ensemble est d'être capable d'inclure la différence, cela se fait entre autres dans la rencontre avec les autres.

La présidence souligne qu'effectivement le relationnel est important. D'ailleurs, elle explique que plusieurs actions du plan de travail ciblent la rencontre, l'inclusion, les initiatives au vivre-ensemble. Dans le cadre de la discussion d'aujourd'hui, il est question de sensibilisation et d'initiatives administratives et concrètes pour permettre de remédier à certaines situations actuelles. L'exemple du retrait des graffitis haineux plus rapidement est nommé. La présidence indique que la sensibilisation ou les initiatives de communication sont aussi politiques et que la mise en place d'un sous-comité en communication pour voir au développement d'une campagne de sensibilisation ou d'initiatives reliées est nécessaire. Une invitation est lancée aux membres pour joindre le comité de travail initial en place afin d'en discuter. Un membre propose d'ajouter les termes « avec les partenaires du milieu » à la dernière recommandation présentée par le comité concernant la sensibilisation de la population aux incidents et crimes haineux dans le but d'être une meilleure société d'accueil (prévention et inclusion). Ceci sera discuté en comité de travail.

La direction du SLSDC précise que les premiers volets de la recommandation du comité de travail sont davantage administratifs et plus simples à déployer. Une discussion à l'interne auprès du Service de l'interaction citoyenne pourra avoir lieu. La direction rappelle qu'il s'agit d'une présentation des recommandations du comité de travail à la Commission et non d'une recommandation de la CVE au Conseil municipal. Le volet concernant la sensibilisation et la communication demandera d'autres analyse et rencontres de comités. Entre autres pour discuter de la forme, la portée de celle-ci, les budgets et des efforts investis par la Ville, la Commission et les partenaires, etc.

La présidence précise que le comité de travail se rencontrera à nouveau pour traiter de ces questions. Trois membres s'ajouteront à celui-ci : Josée Cousineau, Marquis Bureau et Esther Beaudry. Un suivi sera fait lors de la prochaine séance de la CVE prévu cet automne.

10. Point d'information : Projet de Loi 84

Ester Beaudry, directrice régionale du ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration présente le point d'information concernant le Projet de Loi 84. Le 30 janvier 2025, le projet de Loi sur l'Intégration nationale a été présenté par M. Jean-François Roberge, ministre de la Langue française à l'Assemblée nationale. Ce projet de loi a pour objet d'établir le modèle québécois d'intégration nationale, lequel favorise la vitalité et la pérennité de la culture québécoise en tant que culture commune et vecteur de cohésion sociale. Un document de référence sera transmis pour information et une mise à jour pourra être faite cet automne.

11. Varia

Un élément est discuté au point Varia concernant le sujet suivant:

Appui symbolique de la CVE pour réitérer l'importance des initiatives et actions en Équités, diversité et inclusion (EDI) à Gatineau.

La demande provient de la présidence et de sa collègue, la conseillère Mme Craig St-Louis. La montée de la haine actuelle est observée, notamment dans les écoles. Mme Norris Parent et Mme Craig St-Louis souhaitent déposer au conseil municipal d'avril une résolution pour réitérer l'importance des initiatives et actions en EDI à Gatineau. Elles souhaitent recevoir un appui symbolique de la CVE à ce sujet.

Un appui symbolique des membres de la Commission du vivre-ensemble à cette démarche et résolution est accordé, de façon unanime.

12. Prochaine séance : 25 septembre 2025

Inter-commission : 30 mai 2025

Les membres ont été avisés du calendrier des prochaines séances. Une séance inter-commission aura lieu le 30 mai 2025, 9 h. Celle-ci est organisée par le SLSDC, avec les membres de la Commission des loisirs, des sports et du développement des communautés (CLSDC), de la Commission Gatineau, Ville en santé (CGVS), de la Commission du vivre-ensemble et de la Commission des aînés (CA) et les membres de la Commission des arts, de la culture, des lettres et du patrimoine (CACLP). La séance portera sur les sujets suivants : la révision des programmes d'accessibilité et le livre blanc concernant l'intégration des politiques du SLSDC.

13. **Levée de la séance**

Il est proposé par Josée Cousineau

Appuyé par Joanne Dubois

Et résolu que cette Commission accepte de lever la séance à 12 h 12.

Adoptée

DISTRIBUTION :

Aux membres de la présente Commission, aux personnes-ressources,
aux membres du conseil municipal et à la greffière



PRÉSIDENTE
TIFFANY-LEE NORRIS PARENT



SECRÉTAIRE
JOSÉE MARCIL